

PMIE & REGIONS

en
direct

série
d'été

10/10

LES CHEMINS DU LITTORAL // Une forêt peuplée d'espèces souvent uniques au monde est en cours de reconstitution à La Réunion, sur une zone de la côte nord-ouest acquise par le Conservatoire du littoral.

A La Réunion, la forêt des origines renaît devant l'océan avec l'aide de bénévoles



Bernard Grollier
— Correspondant à La Réunion

Dans quelques années, les Réunionnais randonneront au milieu d'une forêt que seuls les premiers habitants de l'île, arrivés au XVII^e siècle, ont pu connaître. Cette forêt primaire couvrait alors toute la côte abritée des alizés dominants et des pluies, du nord-ouest au sud-ouest de la jeune colonie. Les premiers botanistes n'eurent même pas le temps de l'étudier, tant son défrichement fut rapide. Un écosystème unique au monde, constitué d'espèces végétales endémiques de l'île ou de l'archipel des Mascareignes (La Réunion, Maurice, Rodrigues...), a ainsi disparu à une vitesse fulgurante. Il ne subsiste plus qu'à l'état de lambeaux, mais devrait bientôt

renaître sur plusieurs dizaines d'hectares, au terme d'un programme inédit de sauvetage environnemental.

Tout commence en 1996. Peu de monde s'intéresse alors à une zone difficile d'accès, dominant l'océan Indien sur la côte nord-ouest. Une profonde ravine y entaille le massif montagneux pour se jeter à la mer au niveau de la Grande Chaloupe, hameau abritant deux lazarets où les nouveaux arrivants dans l'île étaient placés en quarantaine jadis.

« En 1996, nous avons racheté 260 hectares à un propriétaire privé, explique Catherine Latreille, responsable de l'antenne locale du Conservatoire du littoral. Nous poursuivons nos acquisitions jusqu'à 1.100 mètres d'altitude, pour maintenir les continuités écologiques. »

Les premières études de terrain commandées à l'Office national des forêts confirment, en 2006, la présence de nombreux vestiges de la forêt « sèche ». Des travaux de restauration sont entamés sur 4 hectares pour éradiquer des plantes introduites par l'homme et devenues envahissantes en raison de leur croissance plus rapide que celle des endémiques.

« Nous avons pris conscience qu'il fallait étendre cette action à l'ensemble du site, mais avec quels moyens ? », poursuit Catherine Latreille. En 2006, l'outil mis en place par l'Union européenne pour financer les actions environnemen-

Les frênes menacés par un champignon

HAUTS-DE-FRANCE — Cinq forêts domaniales du Pas-de-Calais et du Nord seront fermées au public à partir du 15 septembre et pendant un an, en raison des risques de chute d'arbres ou de branches, engendrée par une maladie parasitaire touchant les frênes. La chalarose, véhiculée par un champignon, provoque le dépérissement des arbres.



Hitachi ferme un site dans le Loiret

CENTRE — Le groupe japonais Hitachi a annoncé la fermeture, en 2017, de son usine d'Ardon, près d'Orléans, qui emploie 170 salariés. Ouvert en 1992, ce site fabrique des unités de stockage de données informatiques. Or ces matériels sont de moins en moins utilisés au profit de mémoires Flash ou de solutions logicielles, « ce qui entraîne une

surcapacité de production », explique la direction. Pour les représentants des salariés, cette décision n'est pas une surprise. Depuis plusieurs années, le site tentait de trouver des solutions. L'an dernier, Hitachi avait investi un peu moins de 1 million d'euros dans la création d'un « data center » au sein de l'usine. Mais cela n'aura pas suffi à empêcher la disparition du site, programmée pour le printemps prochain.



L'opération Life+ est un succès : de 2012 à 2014, pendant la saison des pluies du début d'année, propice aux plantations, 1.800 personnes se relaient le week-end. Photo DR

tales, Life+, est étendu aux départements d'outre-mer. L'année suivante, le Parc national de La Réunion voit le jour et répond favorablement à l'appel du Conservatoire du littoral et de ses partenaires (ONF, l'université, le Conservatoire botanique national de Mascarin) pour porter un ambitieux projet de 2,6 millions d'euros. Il vise à restaurer 30 hectares de la zone, mais aussi à reconstituer le milieu, là où il avait totalement disparu, sur 9 hectares. L'Europe donne son feu vert et accepte de le financer à 50 %. L'Etat, les collectivités et le Parc donnent le reste.

Plantations en pépinière

« Nous avons d'abord dû acquérir les connaissances de base, comment les graines germent ? A quel rythme les plants se développent ? », explique Pascal Truong, recruté par le Parc national pour diriger ce projet très expérimental. A partir de graines collectées dans la nature, 100.000 plantes d'une cinquantaine d'espèces rares (« bois de senteur », « bois de sable », « bois d'huile »... sont leurs noms vernaculaires) naissent en pépinière.

Sur le terrain, l'arrachage des espèces envahissantes, qui étouffent les derniers lambeaux de la forêt des origines, commence. La mise en terre des plantes endémiques, confiée à une entreprise, peut débuter en 2012. Le projet suscite l'adhésion de centaines de bénévoles,

mobilisés par des associations, des comités d'entreprise... De 2012 à 2014, pendant la saison des pluies du début d'année, propice aux plantations, 1.800 personnes se relaient ainsi le week-end. L'opération est un succès, l'Europe et les financeurs locaux renouvellent leur soutien et un nouveau programme Life+ Forêt sèche démarre en 2015, grâce à 2,8 millions d'euros de subventions.

« Nous allons chercher à diminuer nos coûts d'intervention en développant la production de semences en pépinière, plutôt que d'aller récolter les graines dans la nature », précise Pascal Truong, désormais à la tête d'une équipe de six personnes.

Les plantations et l'éradication des espèces exotiques reprendront à la prochaine saison des pluies, fin 2016 ou début 2017. Le but est de

relier entre eux les secteurs restaurés, sur 46 hectares supplémentaires, afin de recréer un écosystème capable de s'autoentretenir, sans dépendre à l'avenir de la bonne volonté des hommes et des fonds publics. Des geckos et des tortues terrestres pourraient également être introduits, pour contribuer à la pollinisation et à la diffusion naturelle des graines ! ■

Clestra s'ouvre de nouveaux horizons avec la box Irys

GRAND EST

Le fabricant de cloisons mise sur ses espaces d'isolation pour les bureaux open space.

Christian Lienhardt
— Correspondant à Strasbourg

Sauvé fin 2013 de la liquidation par le groupe Impala de Jacques Veyrat, Clestra Hauserman retrouve des comptes à l'équilibre au premier semestre 2016. La réorganisation de l'entreprise conduite par le nouveau PDG, Vincent Paul-Petit, s'est accompagnée d'une dynamique d'innovation pour mettre au point des cloisons intelligentes, connectées à Internet avec des écrans tactiles incrustés, et surtout des aménagements pour les bureaux en open space. Le nouveau concept, baptisé « Irys », permet à des utilisateurs d'avoir la sensation de s'isoler dans

une grande pièce grâce à des cloisons en verre et des cloisons tactiles. Cette gamme de cloisons autoperforantes, modulables, intègre l'éclairage, le traitement de l'air, le multimédia et même des meubles de rangement ! Elle correspond à la révolution en marche du monde du bureau, où une personne n'est plus forcément dépositaire de son espace personnel. D'ici à trois ans, Vincent Paul-Petit prévoit de réaliser au moins 10 % du chiffre d'affaires de Clestra avec cet espace à géométrie variable qui sera vendu et installé par le réseau mondial du groupe, mais aussi par des distributeurs indépendants, ce qui est aussi une nouveauté pour l'entreprise. Aux Etats-Unis, le groupe négocie avec Steelcase. La version de base d'Irys, proposée à 15.000 euros, sera produite sur stock dans l'usine d'Ilkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin) et, à moyen terme, sur les sites de Clestra en Corée et en Chine. Une version prototype a déjà été installée chez Accor. Depuis son redémarrage, l'usine alsacienne travaille à plus de

50 % pour le marché français, avec quelques gros chantiers, comme le nouveau campus de la Société Générale, à Val-de-Fontenay, le nouveau siège de Veolia à Aubervilliers ou la rénovation de la paroi sud de la Grande Arche. Dans la région lyonnaise, le groupe a équipé les sièges de SEB et de Roche Diagnostics. Et à Luxembourg celui de RTL.

Grands contrats à l'export

Mais Clestra espère aussi renouer avec les grands contrats à l'export, notamment au Moyen-Orient, où la baisse du pétrole s'est traduite par un gel des commandes. Seule exception au Koweït, où l'entreprise vient de décrocher un marché de 5 millions d'euros pour équiper le nouveau College of Business de 12 kilomètres de cloison. La division Cleanroom de Clestra va aussi réaliser des cloisons de salle blanche en Suisse. Un contrat de 10 millions d'euros. Sur 2016, l'entreprise table sur 120 millions d'euros de chiffre d'affaires, hors Asie, ce qui représentera une progression de 8 %. ■

Vosges : Norske Skog va devenir producteur de biogaz

GRAND EST

La filiale française du groupe norvégien investit 7,1 millions dans une unité de production de biogaz.

Pascal Ambrosi
— Correspondant à Nancy

L'unité de production de biogaz du groupe papetier norvégien Norske Skog à Golbey (Vosges), dont la première pierre vient d'être posée, entrera en activité dans le courant du dernier trimestre 2017. Elle aura une capacité de 17.000 MWh/an issus de la valorisation des effluents de la station d'épuration de la papeterie. Une deuxième phase est déjà prévue, visant à traiter la biomasse provenant des déchets ménagers collectés sur le territoire de l'agglomération d'Epinal. Ce programme entre dans la stratégie du groupe

de diversifier les activités de ses différents sites de production pour pallier la baisse de la consommation mondiale de papier journal, tout en valorisant ses coproduits et en réduisant ses coûts de production. Le groupe mobilise un premier investissement de 7,1 millions d'euros pour lequel il cherche une solution locale de financement. « Nous allons créer une société spécifique à ce projet qui va conclure des contrats pluriannuels de fourniture de biogaz avec les principaux opérateurs de ce secteur et recenser les aides publiques dédiées au développement durable », explique Yves Bailly, PDG de Norske Skog Golbey (NSG).

Valorisation de la filière bois

Ce site est notamment le moteur du « cluster » Green Valley, géré par une société d'économie mixte et consacré pour l'essentiel à la valorisation de la filière bois. Porté par la communauté d'agglomération

Green Valley, qui s'appuie sur la présence de l'Enstib, école d'ingénieurs de l'industrie du bois à Epinal, accueille déjà un fabricant de panneaux isolants, un constructeur de pavillons à ossature bois et une centrale de cogénération. Il devrait prochainement s'enrichir de projets dans le secteur de la chimie verte.

Par ailleurs, en partenariat avec la société Biométhodes à Evry, le papetier projette la construction d'une bioraffinerie qui transformera la biomasse non alimentaire issue du procédé industriel de Norske Skog en glucose, pentose et lignine. Objectif : produire des biocarburants ou des bioplastiques. Un investissement de l'ordre de 50 millions d'euros, générateur d'une quarantaine d'emplois, qui pourrait être opérationnel fin 2018. Premier investissement du groupe papetier hors de la Norvège, l'usine Norske Skog Golbey produit 600.000 tonnes de papier journal à partir de vieux papiers par an. ■